

LE TRAVAIL AFFRANCHI.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES DIMANCHES.
Les manuscrits ne sont pas rendus.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

Le *Travail affranchi*, journal des associations ouvrières, est fondé par MM. : FRANÇOIS VIDAL, auteur de la *Répartition des richesses*, et de *Pierre en travail* ;

ALPHONSE TOUSSENEL, auteur des *Juifs rois de l'Époque*, et de *l'Esprit des bêtes* ;

VICTOR MEUNIER, ancien rédacteur en chef de la *Revue Synthétique* ;

LEOPOLD GRAFFIN ;

ET PIERRE VINCARD, ancien rédacteur de la *Ruche populaire*, de *l'Union* et de la *Fraternité*.

Le premier numéro paraîtra le 7 janvier 1849.

Nous avons versé au Trésor la somme de douze mille francs, moyennant laquelle tout citoyen a le droit d'avoir une opinion sur les affaires de son pays, une fois par semaine.

L'existence financière de ce journal est assurée pour plusieurs années.

Le *Travail affranchi* ne reçoit ni annonces, ni réclames payées. Nous publierons une Revue Bibliographique dans laquelle nous recommanderons à nos lecteurs tous les ouvrages qui nous auront paru digne d'être lus.

SOMMAIRE : Notre programme. — Politique à l'intérieur et à l'extérieur. — Ce que nous pensons de la Constitution — A ceux qui doutent. — Du Travail pour les femmes. — Feuilleton, Variétés. — Les Ouvriers de Paris. — Statuts des associations.

NOTRE PROGRAMME.

Notre programme, c'est le programme de février, le programme de la République démocratique et sociale.

Nous sommes des vétérans du socialisme, non des soldats du lendemain. Ce drapeau qui flotte aujourd'hui au vent de la faveur populaire et autour duquel se pressent de si nombreux combattants, nous l'avons arboré déjà à une époque où il y avait peut-être quelque courage à le défendre, et nous y sommes restés toujours fidèles.

— Nous ne prétendons certes pas tirer vanité de nos années de service, réclamer au nom de l'ancienneté ; nous tenons seulement à constater que nous n'accommodons pas nos opinions aux circonstances, que nous ne sommes point des courtisans du succès ou des spéculateurs en articles de mode.

En février, le peuple, guidé par le sentiment qui est la raison instinctive des masses, a demandé :

Le droit au travail ;

L'abolition de toute exploitation de l'homme par l'homme ;

L'organisation du travail par l'association.

Nous fondons un journal pour développer ce programme, pour défendre le droit au travail et les droits des travailleurs, pour combattre et pour faire disparaître, s'il plaît à Dieu, l'exploitation sous toutes les formes, pour propager théoriquement et pratiquement les principes d'organisation du travail et de solidarité.

Ce journal sera le moniteur des associations d'ouvriers. La politique y tiendra peu de place ; elle sera complètement subordonnée à l'économie sociale.

Le 24 février, la politique a dit son dernier mot et donné son dernier fruit : au-delà de la République et du suffrage universel on ne conçoit plus rien.

Désormais donc l'ère des réformes purement

politiques est close ; l'ère des réformes économiques ou des réformes sociales commence.

Politiquement, en effet, le peuple est définitivement affranchi ; la liberté et l'égalité sont conquises à jamais. La République démocratique est consacrée et garantie par la Constitution ; la première partie du programme de février se trouve remplie.

Il n'en est point ainsi dans l'ordre économique, tant s'en faut ! Cependant la Constitution nous promet des réformes sociales. Aux termes de l'article 8 du Préambule et de l'article 13, la société garantit à tous les citoyens l'éducation primaire gratuite et l'éducation professionnelle, le travail dans la limite de ses ressources, qui sont infinies, et l'assistance fraternelle dans tous les cas. Elle garantit la liberté du travail et de l'industrie, la liberté d'association, l'égalité de rapports entre ouvriers et patrons ; elle promet des institutions de crédit et de prévoyance ; elle favorise et encourage les associations volontaires, l'établissement par l'État de travaux publics propres à employer les bras inoccupés, etc., etc.

De ces deux articles, on peut déduire sans peine la République sociale, la seconde partie du programme de février. Ainsi, nous avons déjà pour nous la Constitution.

Il faut que toutes ces promesses soient rigoureusement tenues, il faut que ces deux articles reçoivent une application sincère et complète, il faut que la Constitution soit exécutée.

Quand nous aurons conquis, en économie sociale comme en politique, la liberté, l'égalité et la fraternité ; quand les travailleurs seront émancipés en fait comme en droit ; quand les dernières formes de l'exploitation auront disparu pour toujours ; quand tous les intérêts auront été rendus solidaires et quand le travail sera partout organisé ; quand le crédit sera démocratiquement constitué sur les bases les plus larges ; quand le bien-être sera généralisé, la misère vaincue ; quand l'ordre et la justice régneront dans la production et dans la répartition des richesses ; quand, enfin, chacun de nous pourra développer librement et pleinement toutes ses facultés... alors, mais seulement alors, toutes les espérances de février seront réalisées, et nous aurons la République sociale comme nous avons déjà la République démocratique. C'est une question de temps.

Que parlez-vous de République sociale ? disent les républicains purs de la veille devenus les satisfaits du lendemain. Le peuple n'a jamais demandé autre chose que le suffrage universel et la substitution d'un président électif au roi héréditaire ; désormais tous ses vœux sont comblés. Quant au socialisme, c'est l'arrière-faix de la révolution, c'est la vase des égouts soulevée par l'orage et qu'il faut balayer au plus vite.

Nous prétendons que la Révolution de février a été surtout sociale, que c'est là son véritable caractère. Cette révolution a éclaté comme la foudre. Ceux-là même qu'elle a lancés au pouvoir n'en ont compris ni le sens, ni la portée ; ils ignorent encore aujourd'hui comment et dans quelles régions s'était formé l'orage.

M. Guizot gouvernait depuis sept ans, et la majorité se déclarait satisfaite, et chaque année le discours de la couronne constatait avec orgueil que la situation de la France était de plus en plus prospère. Cependant les ambitieux de la gauche étaient las d'espérer et d'attendre. Tout à coup, pour faire échec au ministère, ils imaginent de se passionner froidement en faveur

d'une réforme insignifiante, de la réforme électorale et parlementaire, qu'ils avaient toujours repoussée jusqu'à là, qu'ils avaient combattue avec obstination pendant qu'ils tenaient le pouvoir, qu'ils avaient même déclarée inopportune, dangereuse, impossible...

Les voilà qui se mettent en campagne, qui agitent le pays par des discours, par des articles de journaux, par des brochures ; qui conviennent solennellement à un banquet la garde nationale et le peuple, proclamant la liberté et la patrie en danger, défiant l'autorité, jurant de faire respecter en leurs personnes les droits de tous, invitant les bons citoyens à se réunir à eux pour résister à l'arbitraire, etc., etc. Puis, le jour venu, ils éprouvent tardivement des scrupules et balbutient des excuses, ils n'osent pas même se trouver au rendez-vous !...

Le peuple y était allé. La tactique des agitateurs avait si bien réussi, qu'elle ne tarda pas à dépasser leurs espérances. Les masses populaires ne comprennent pas qu'on puisse faire tant de bruit pour rien. On les avait invitées à descendre dans la rue pour protester contre M. Guizot ; elles saisirent l'occasion pour se débarrasser à la fois du ministère, des intrigants de la gauche et des bavards de l'opposition, pour renverser la dynastie et la royauté, pour proclamer la République.

Certes, parmi les hommes politiques, personne ne s'attendait à un pareil dénouement, pas même les républicains purs de l'avant-veille. Personne surtout ne soupçonnait que le peuple, après avoir brisé le trône, demanderait des réformes sociales. La politique des radicaux et des républicains de l'extrême gauche se trouva débordée en un instant ; le *National* n'y pouvait rien comprendre.

Le peuple n'avait certes pas pris les armes pour frayer le chemin aux ambitions impatientes, pour remplacer un ministère de droite par un ministère de gauche, M. Guizot par M. Molé, par M. Thiers ou par M. Odilon Barrot. Tout cela le touchait peu, et il le fit bien voir ; tout cela ne valait pas pour lui une révolution, pas même l'émende du mépris. Il ne s'était pas battu pour obtenir la réforme électorale et la réforme parlementaire... Que lui faisait, à lui, l'adjonction des capacités ou l'incompatibilité entre le mandat de député et les fonctions salariées ? De tout cela il n'avait pas daigné s'occuper un seul instant.

Mais il s'était levé pour mettre fin à ce régime honteux de corruption, de scandale, de fictions constitutionnelles et de mensonge qui pesait sur la France ; pour faire justice, une bonne fois, des dissertations oiseuses, des rivalités personnelles, des ambitions mesquines, des intrigues sans nom ; pour confondre tous ces vieux partis qui s'agitaient dans le vide depuis plus de trente ans ; pour rappeler à la véritable question les discoureurs et les tacticiens des deux chambres, et surtout pour poser à sa manière les grands problèmes de la politique contemporaine, les problèmes de l'association et de l'organisation du travail ou de l'industrie.

Il s'était levé pour dire à tous présents et à Venir :

« Il y a décidément trop de misère, trop de désordre et trop d'injustice en ce monde. Il y a trop longtemps que le peuple des travailleurs souffre sans compensation, que ses droits sont oubliés ou méconnus.

» Il doit y avoir quelque chose de pourri dans

nos institutions sociales; car ce ne saurait être la volonté de Dieu que la grande majorité des créatures faites à son image et douées d'une âme immortelle, soit à tout jamais condamnée à un travail excessif, à la servitude, à l'abrutissement, à la détresse, à la prostitution! Ce ne saurait être la volonté de Dieu, notre père commun, que le frère exploite le frère comme une bête de somme, puis l'abandonne et le laisse mourir de faim aussitôt que ses forces sont épuisées ou que ses services sont inutiles!

» Nous nous sommes résignés pendant des années, espérant toujours qu'on finirait par prendre notre sort en commisération; mais notre patience est à bout. Nous avons vu les hommes se succéder au pouvoir sans voir changer les choses, et les plus habiles et les mieux intentionnés eux-mêmes disent qu'ils ne peuvent absolument rien pour nous, que la misère est notre fatale destinée!

» Eh bien! nous allons aviser nous-mêmes. — Et d'abord, il faut modifier profondément ce régime économique qui spéculé sur la guerre acharnée de tous les intérêts, qui provoque incessamment la haine entre toutes les classes de la société, qui pousse les uns contre les autres, salariés et salariés, frères contre frères, qui suscite partout une compétition écrasante; ce régime maudit qui ruine à la fois les patrons et les ouvriers, qui tend de plus en plus à mettre l'existence du peuple à l'enclère et le travail au rabais, qui engendre le désordre universel, le scandale, la fraude, la misère, et qui aboutit en définitive à la démoralisation des riches et des pauvres.

» Il faut procéder à des réformes sociales et non pas seulement à une réforme politique; il faut organiser le travail et associer les hommes, producteurs et consommateurs; il faut inaugurer le règne de la concorde, de la paix, de l'ordre, de l'abondance, de la justice et de la fraternité, le règne de Dieu invoqué par tous les chrétiens depuis plus de dix-huit cents ans; et puisque, d'après le dire des sages, la royauté et les privilèges politiques sont les grands obstacles à toutes les améliorations, finissons-en avec la royauté et avec les privilèges, proclamons la République et le suffrage universel!

» Les obstacles ont disparu. — Maintenant, hommes de bons desirs, hommes de science et de pratique, vous pouvez agir en toute liberté et faire le bonheur du peuple: nous vous confions la toute-puissance. Vous connaissez le but: *Réformes sociales*; vous avez le moyen: *la République*; mettez-vous donc à l'œuvre sans délai et remplissez le nouveau programme.

» Mais, en attendant l'extirpation de tous les abus et la réalisation progressive de l'ordre nouveau, faites que désormais, sur la terre de France, tout homme valide, tout homme de bonne volonté soit toujours assuré de pouvoir gagner sa vie en travaillant! Préservez l'ouvrier laborieux de l'exploitation, du chômage et de la faim! Prenez souci de sa tierté et de sa dignité; faites qu'il ne soit plus condamné à tendre la main, le soir, à l'angle des rues, la rougeur sur le front, à tremper de ses larmes le pain amer de la charité, à subir les humiliations de l'aumône! Préservez nos femmes, nos filles, nos sœurs des tentations de la misère! Faites qu'elles ne soient plus réduites à choisir entre la mort par inanition et l'infamie! Faites, enfin, que le travail, que la pudeur et la vertu ne soient plus des privilèges!

Voilà le programme de février, le nouveau programme de l'Hôtel-de-Ville, le programme de la République du peuple!

D'où venait ce programme inattendu? Les républicains de la vieille école ne le comprennent même pas; les plus hardis radicaux de l'ancienne chambre refusent de l'admettre.

Ce programme venait des barricades, apporté par les combattants: c'était le drapeau de la révolution nouvelle.

Comment le mot d'ordre des gardes nationaux: *Vive la Réforme!* a-t-il été remplacé

tout à coup par ce cri instinctif sorti des entrailles mêmes du peuple: *Vive la République Démocratique et Sociale!*

C'est que la révolution de 1848 est la fille et non pas la mère du socialisme. Cette fille est venue avant terme peut-être, et cela explique pourquoi elle a tant de peine à se développer et à prendre force; mais il y avait longtemps qu'elle était conçue. Ne confondons pas l'époque de la conception avec le jour de la naissance; ne confondons pas l'effet avec la cause, le moyen et le prétexte: la réforme électorale — avec le but: la réforme économique.

Nous prouverons, un autre jour, que la révolution de 1848 procède du socialisme.

II

Il nous reste maintenant à expliquer en quelques mots le sens des trois formules qui sont pour nous le véritable symbole de la révolution de février:

1^o DROIT AU TRAVAIL:

D'après les idées modernes, le travail est à la fois un droit et un devoir: un droit, parce que l'homme ne pouvant vivre sans travailler, le droit au travail est le droit à l'existence même; un devoir, parce que quiconque ne travaille pas vit aux dépens de ses semblables, et, dès lors, empiète sur les droits d'autrui.

Pas de devoir sans droit corrélatif. Si le travail est un devoir de chaque citoyen envers la société, comme le proclame la Constitution (art. 7 du Préambule), il est évident que la société doit fournir à chacun de nous le moyen d'accomplir ce devoir, de payer sa dette de travail, de vivre sans être à charge à la communauté. Nos législateurs ont donc implicitement constaté, par cet article, le droit au travail qu'ils ont ensuite biffé de l'article 13.

Singulière logique! On proclame le travail un devoir, mais on ne veut pas reconnaître le droit au travail, qui en est la sanction, qui implique l'obligation de travailler. On aime mieux décréter le droit à l'assistance, le droit d'oisiveté, le droit de vivre sans rien faire; et ce qu'il y a de prodigieux, c'est qu'on se fonde sur des raisons d'économie!

— « Nous ne voulons point d'aumônes, disaient les ouvriers, nous ne voulons point vivre en fainéants aux dépens de la République; mais nous voulons gagner notre vie bravement, manger notre pain à la sueur de notre front, produire au-delà de nos dépenses, nous entretenir nous-mêmes et entretenir nos familles, et, en outre, donner à l'Etat, sous forme d'impôt, une partie de nos profits. Le travail est la source de toute richesse et le principe de toute vertu; l'aumône, au contraire, engendre l'oisiveté, et l'oisiveté engendre la misère, qui engendre tous les vices. »

— « Votre prétention est par trop exorbitante, ont répondu les législateurs. La République n'est pas assez riche pour vous mettre en état de gagner votre vie par le travail; mais elle vous garantit l'existence sans condition; elle vous assure le droit de paresse et d'oisiveté. »

Avec les ouvriers, nous sommes pour le droit au travail contre le droit d'oisiveté, pour le travail qui triomphera de la misère et du vice, et qui réalisera pour tous l'abondance et la véritable liberté.

2^o PLUS D'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME,

Ont dit les ouvriers, soit au nom de la force, comme dans l'esclavage; soit au nom de la force et de la naissance, comme dans le servage; soit au nom du capital d'un côté, de la misère et de la faim de l'autre, comme dans le salariat!

Le jour où il a été parlé d'abolir l'exploitation, les exploités, qui, jusqu'alors, s'étaient contentés de rire du socialisme, ont commencé par le prendre en horreur, par le maudire, puis ils se sont mis à trembler, à enfouir leurs écus et à préparer leurs armes. Les socialistes, ont-ils crié, attaquent la propriété, la famille, tout ce qu'il y a de plus saint, de plus sacré dans les affections

de l'homme, les bases mêmes de tout ordre social; ils prêchent la spoliation et le libertinage! Mort aux socialistes!

— Rassurez-vous, trembleurs. La peur trouble vos sens; elle vous rend injustes, elle vous rendrait féroces. Jouissez en paix de vos richesses bien ou mal acquises; jouissez sans soucis et même sans remords. Le peuple ne convoite pas vos biens; il n'en veut même pas discuter l'origine; à ses yeux, votre possession fait titre. D'ailleurs, il ne s'agit point de déplacer la misère et l'injustice, d'appauvrir les uns pour enrichir les autres; il s'agit de créer des richesses nouvelles et d'en créer assez pour que tous puissent participer aux joies de la vie; il s'agit d'enrichir même les riches!

Que sont, hélas! toutes les richesses accumulées en comparaison des richesses que peut créer le travail organisé? La fécondité de la nature n'est-elle pas inépuisable? La puissance productive du travail n'est-elle pas infinie?

Non, le peuple ne demande point à prendre le bien des riches, car il sait que le bien mal acquis ne profite jamais. Il demande seulement que les riches ne lui ravissent pas sa part légitime dans les produits de son travail; il défend ses droits et n'attaque pas les vôtres; il proteste contre la spoliation, bien loin de l'invoquer. Il demande à travailler désormais pour son propre compte, à s'enrichir à force de labeur et à jour du fruit de ses peines; il demande à ne plus payer le tribut de la spéculation, la dîme du marchandage. — Serait-ce là, par hasard, porter atteinte à la propriété?

Avec les ouvriers, nous disons: Plus de dîme sous quelque prétexte que ce puisse être; plus d'exploitation, mais justice pour tous; plus de salariés, mais des associés. Le produit du travail doit appartenir au travailleur: « C'est, dit Adam Smith, son salaire légitime, la récompense naturelle de son travail. »

Contre les économistes nous défendrons les droits des travailleurs, au nom de la science, au nom de la raison et du sentiment de justice.

3^o ORGANISATION DU TRAVAIL PAR L'ASSOCIATION:

Tout a été dit sur le salariat, sur la concurrence, sur la guerre civile des ateliers. La critique est depuis longtemps épuisée.

Il s'agit maintenant de constituer l'association, d'abolir la guerre industrielle d'ouvrier à ouvrier, d'ouvrier à patron et des patrons entre eux. Il s'agit de substituer la coopération émulative des associés à la concurrence homicide des salariés travaillant au rabais; la fraternité à la compétition; le sentiment du devoir et du droit aux intérêts impitoyables; la justice à l'iniquité; la raison à la force; la prévoyance au hasard; en un mot, l'ordre au désordre. Il faut que la solidarité réelle des intérêts entre producteurs et consommateurs corresponde à la fraternité des cœurs et des âmes.

Les socialistes prétendent respecter tous les droits acquis, tenir compte des intérêts existants, favoriser à la fois les riches et les pauvres, ménager la transition du présent à l'avenir, procéder par des réformes progressives et n'opérer qu'à l'aide de la persuasion. Parce qu'ils veulent détruire les abus, les accusera-t-on de vouloir détruire les bases mêmes de l'ordre social?

Nous nous efforcerons d'éclairer les ouvriers sur leurs droits, sur leurs devoirs, sur leurs véritables intérêts; de servir leur cause, mais aussi de combattre leurs préjugés sans le moindre scrupule; et, en même temps, nous nous efforcerons de prouver aux classes déjà émancipées qu'elles sont, bon gré malgré, solidaires de toutes les souffrances du peuple, que c'est leur devoir et leur intérêt de mettre fin au désordre et à l'injustice.

Selon nous, le pouvoir devrait prendre l'initiative de toutes les réformes, se faire le protecteur des classes laborieuses. Mais puisque nos législateurs et nos hommes d'Etat reviennent aux déplorables traditions du laisser-faire, puisqu'ils ne veulent pas comprendre que la vérité

ble politique, de nos jours, dans nos sociétés industrielles et pacifiques, consiste à organiser l'industrie, comme elle consistait autrefois à organiser la destruction et la guerre; puisqu'ils ne veulent pas que l'autorité se mette à la tête du mouvement pour le diriger, et, au besoin, pour le maintenir dans la bonne voie, il faut bien que les ouvriers aient à se passer de tout appui, de tout secours. Si le pouvoir semble les abandonner à leur triste sort, il est bon qu'ils ne s'abandonnent pas eux-mêmes.

Après tout, mieux vaut peut-être qu'il en soit ainsi; mieux vaut que le peuple fasse lui-même sa destinée, et résolve, par la pratique, ces problèmes sociaux que nos hommes d'Etat ne comprennent pas.

Les travailleurs organiseront le travail; les salariés aboliront le salariat, fonderont l'association et la solidarité, réaliseront eux-mêmes tout ce qu'on a déclaré impossible.

En ce moment, l'œuvre capitale du dix-neuvième siècle s'élabore dans les mansardes et dans les ateliers. Des associations se forment entre les ouvriers des différents corps d'état, la fraternité en action s'organise. De modestes travailleurs, privés de ressources, mais animés d'un courage indomptable, d'un dévouement héroïque, rassemblent leurs maigres épargnes, centime par centime, pour sauver la société peut-être des dangers à venir, pour transformer le salariat, pour changer les conditions du travail, pour introduire dans l'industrie une réforme bien autrement importante, à notre avis, que celle qui vient d'être accomplie dans notre Constitution politique.

Nous seconderons de tous nos efforts cet élan d'enthousiasme qui pousse les classes ouvrières vers l'association. Nous ferons ici l'histoire de cette révolution pacifique, de cette rénovation sociale; nous dirons comment et à l'aide de quelles ressources les premières associations se sont fondées; comment les ouvriers entendent et pratiquent la fraternité; comment la persistance et le dévouement de quelques hommes du peuple ont triomphé d'obstacles déclarés insurmontables. Ce sera une histoire curieuse et féconde en enseignements. Nous donnerons la liste des sociétés déjà constituées, des sociétés en voie de formation; nous analyserons les statuts et les réglemens intérieurs de chacune d'elles, nous publierons les résultats déjà obtenus, avec chiffres à l'appui, pour convaincre les incrédules. Enfin, nous aviserons à assurer la vie et le développement des associations déjà établies, à provoquer des associations nouvelles, par tous les moyens qui seront en notre pouvoir ou qui pourront être mis en œuvre.

Cet entraînement général des ouvriers vers l'association nous paraît devoir modifier prochainement l'économie des sociétés modernes. Depuis l'affranchissement des communes, rien d'aussi grand n'avait été tenté dans le monde. C'est le salariat, c'est le dernier vestige de l'esclavage qui va disparaître! Nous aurions voulu que le gouvernement de la République, au lieu de renoncer à son véritable rôle, au lieu de s'annihiler et d'abdiquer en quelque sorte, restât du moins fidèle aux glorieuses traditions de la vieille royauté; nous aurions voulu que le pouvoir, au lieu de faire cause commune avec les barons de la féodalité moderne, s'alliât franchement au peuple pour l'aider à conquérir ses droits; nous aurions voulu que l'autorité se réservât l'honneur de proclamer la grande charte de notre époque, la charte du travail affranchi.

Nos hommes d'Etat et nos législateurs en ont décidé autrement. Eh bien! le peuple sera réduit à s'affranchir lui-même.

L'association des travailleurs régénérera notre vieille société, d'ici à un petit nombre d'années, sans commotion, sans secousse; anéantira la dernière forme de l'exploitation et le dernier des privilèges; fondera, dans l'ordre économique, la liberté, l'égalité et la fraternité; consommera l'émancipation réelle et définitive du peuple.

Avant longtemps, s'il plaît à Dieu, les ou-

riers, pourront dire au gouvernement actuel: Désormais nous ne demandons plus que votre neutralité; aux capitalistes: Nous ne vous demandons rien; aux consommateurs de toutes les classes: Nous vous convions à jouir des bénéfices de l'association, nous vous offrons à prix réduits des marchandises dont la qualité est garantie; enfin, à tous leurs frères en douleurs: Venez partager nos travaux et nos profits, l'atelier social vous est ouvert et nous vous tendons la main. Chez nous, il n'y a ni maîtres, ni salariés; il n'y a que des associés, des hommes libres, des égaux, de véritables frères. Venez, l'union fait la force, et la force donne l'indépendance et la sécurité. Laissons les égoïstes crier: Chacun chez soi, chacun pour soi, et en même temps se faire la guerre et s'entretenir de toutes leurs forces. L'égoïsme est une duperie; la solidarité est une excellente spéculation. Aimons-nous au lieu de nous haïr; aidons-nous au lieu de nous faire concurrence; unissons-nous au lieu de nous diviser; et restons fidèles à notre devise: Tous pour chacun, chacun pour tous! Dieu maudit le travail solitaire, mais il bénit les travaux collectifs et les cours sympathiques; mais il protège ceux qui suivent ses lois et qui pratiquent la fraternité.

III

Nous assistons à la décomposition du vieux monde, à l'enfantement laborieux d'un ordre nouveau. Tout change, tout se transforme autour de nous, les dogmes, les idées, les sentimens, les mœurs, les institutions. Le mouvement est donné, il est irrésistible. Toute la question est de savoir si le progrès s'accomplira par la voie des réformes pacifiques ou par la voie des révolutions violentes.

Les uns optent pour les réformes, parce qu'ils savent qu'il s'agit aujourd'hui d'organiser et non plus de détruire; parce qu'ils savent que pour fonder quoi que ce soit de durable, il faut le calme de la paix et non pas l'agitation des guerres civiles. — Ce sont les Socialistes, les hommes du présent et de l'avenir.

Les autres préfèrent se lancer dans l'imprévu, jouer leur existence sur un coup de dés, courir la chance des révolutions. — Ce sont les anti-socialistes, les hommes du passé, les conservateurs incorrigibles qui n'ont jamais su et qui ne voudront jamais mettre à profit les leçons de l'histoire, les expériences les plus douloureuses.

Quant à nous, notre choix est fait depuis longtemps. Nous abandonnons les prétendus conservateurs à leur aveuglement incurable, mais nous ne nous déciderons jamais à faire du hasard l'arbitre de nos destinées.

Tous les gouvernemens, toutes les sociétés ont croulé par la faute des conservateurs. En voulant, à tout prix, maintenir les abus, sous prétexte de conservation, en résistant toujours et quand même par obstination systématique, en repoussant les réformes, on fait comme le capitaine qui refuse de sacrifier une partie de la cargaison pour sauver le navire, l'équipage, les passagers, et l'on périt corps et biens.

L'organisation du travail par l'association est, à nos yeux, la seule solution pacifique de ce redoutable problème du prolétariat, qui ne peut plus être éludé. Pour la société actuelle, c'est l'ancre de miséricorde. Si ce dernier moyen de salut nous échappe, nous irons infailliblement nous briser sur les écueils, nous abîmer dans le gouffre sans fond des tempêtes.

Notre société est hors d'état de résister plus longtemps au désordre économique, à l'action dissolvante du salariat, de la concurrence, du paupérisme, des injustices accumulées. Il faut qu'elle se transforme ou qu'elle périsse. Quand bien même on parviendrait, à coups de canon et à force de baïonnettes, à comprimer pour un temps les manifestations de la souffrance, comme on condense la vapeur dans une chaudière en fermant et en surchargeant les soupapes, on ne ferait qu'aggraver le danger, que rendre l'ex-

plosion plus inévitable encore et surtout plus terrible.

Il faut absolument que le socialisme s'incarne dans les faits; il faut que nos institutions soient mises en harmonie avec nos mœurs, avec les idées et les sentimens de ce siècle.

Le socialisme a deux sortes d'adversaires: les ignorans que l'inconnu effraye, puis les hommes qui vivent d'abus et qui exploitent l'ignorance et la peur. Les premiers ne tarderont pas à être désabusés et à revenir de leur terreur imaginaire; les autres, mis en demeure de faire valoir leurs droits, seront bientôt confondus.

Nous n'espérons point convertir les endurcis, les conservateurs en cheveux blancs: nous savons qu'ils sont condamnés à mourir dans l'impénitence finale. Mais, peut-être, parviendrons-nous à exercer quelque influence sur les hommes intelligens et sur les hommes de cœur.

Nous écrivons surtout pour le peuple. Nous ne lui parlerons point le langage de la colère et de la haine auquel on ne l'a que trop habitué: cela nous serait impossible. Nous voulons dilater son cœur et non pas gonfler son fiel; nous ne chercherons point à galvaniser ses nerfs et à surexciter ses passions. Nous voulons mettre au service d'une cause juste, la raison calme et réfléchie qui est l'arme des forts, et nous sommes sûrs d'avance qu'il nous entendra et qu'il nous comprendra.

Nous laisserons à d'autres le privilège des personnalités, des provocations irritantes, des déclamations et des injures. Ce n'est pas notre manière de pratiquer la fraternité et de tenter des conversions. Nous n'aimons point à entretenir et à réchauffer les haines, à envenimer les querelles, à raviver les plaies à demi cicatrisées. Nous parlerons surtout au nom de la concorde et de la sympathie, exposant nos idées avec calme, mais avec la plus entière franchise, et supposant toujours que nous nous adressons à des hommes de bon sens et de bonne foi.

Nous voulons propager des idées, combattre l'erreur au nom de la science, les préjugés au nom de la raison; mais nous ne voulons point nous mêler aux intrigues ou aux luttes violentes des partis. Nous ne servons et nous ne servirons jamais aucune ambition, aucun amour-propre, aucune vanité.

En temps de révolution, les événemens et les hommes se succèdent avec une rapidité effrayante; les réputations se font et se défont en un jour; la popularité se perd en moins de temps qu'il n'en a fallu pour la conquérir. Il y aurait folie à prendre un nom pour drapeau, à mettre sur une tête toutes ses espérances.

Seuls, à travers toutes les crises et toutes les catastrophes, les principes vrais conservent toujours leur force, leur prestige, leur inaltérable valeur.

FRANÇOIS VIDAL.

NOTRE POLITIQUE A L'INTÉRIEUR ET A L'EXTÉRIEUR.

Notre politique à l'intérieur et à l'extérieur découle du programme qui précède.

Le *Travail affranchi* est un journal essentiellement consacré à la défense des intérêts populaires. C'est dire que la réforme financière, industrielle et agricole occupera plus de place dans ses colonnes que les débats parlementaires et les questions de personnes.

Le *Travail affranchi* maintiendra en permanence à son ordre du jour les questions d'association, d'organisation, de crédit, d'assurances et de solidarité, toutes questions qui tiennent dans leurs flancs l'avenir de la révolution et de l'humanité, bien qu'elles semblent, au premier aspect, n'être gonflées que de chiffres.

Le *Travail affranchi* s'efforcera de démontrer que l'association n'est déjà plus aujourd'hui une amélioration à introduire dans

le régime industriel en général, mais qu'elle est devenue une nécessité impérieuse et l'unique moyen de salut pour l'industrie manufacturière comme pour l'industrie agricole.

Comme il n'y a jamais eu qu'une guerre et qu'une oppression dans l'humanité, la guerre du travail contre la fainéantise et l'oppression du travailleur par l'oisif ; comme le progrès de la justice sociale et du bien-être des populations se mesure à la baisse de la *rente* (loyer du capital *terre*), et de l'*intérêt* (loyer du capital *argent*), qui sont les armes de l'oisif... le *Travail affranchi* poussera de toutes ses forces à l'application des réformes qui tendent à amener le décroissement progressif de la rente et de l'intérêt.

Comme la question de la politique extérieure est absolument la même que celle de la politique intérieure, et qu'il s'agit, là aussi, d'une lutte acharnée entre une caste de privilégiés, d'hommes de loisir, qui veulent continuer à vivre du travail d'autrui, et le peuple, la *Nationalité* opprimée, la masse qui veut vivre de son travail, notre programme de politique extérieure ne sera pas long à tracer.

Nous sommes pour les castes opprimées contre les castes tyranniques, nous sommes pour le peuple contre les aristocraties et les rois. Pour le dehors comme pour le dedans, notre devise est : *Gloire au travail, mort au parasitisme* ; car aussi longtemps que subsistera le parasitisme, égalité, liberté et fraternité ne seront que des mots.

CE QUE NOUS PENSONS DE LA CONSTITUTION ET DU SUFFRAGE UNIVERSEL.

Nous ne sommes pas les admirateurs enthousiastes d'une Constitution qui a refusé à l'homme le premier de ses droits, le droit au travail, et qui a ressuscité, sous la forme de la présidence élective, cette vieille utopie constitutionnelle du pouvoir à deux têtes que nous croyions entermée sous les décombres de la révolution dernière. Cette Constitution, nous ne l'aurions pas votée, et quand nous aurons à en signaler les lacunes, nous aurons quelque peine à amnistier ses parrains. Seulement, comme nous ne sommes pas de ces pessimistes dont l'imagination, tendue de deuil, projette sur tous les objets une teinte noire ; comme nous perdons quelquefois le souvenir de nos amis persécutés, exilés, détenus, nous voulons prendre notre parti en braves, et nous inclinons philosophiquement devant le fait accompli. Nous acceptons la Constitution telle quelle, sauf révision et rectification de faux calcul et d'erreur, et nous nous consolerons de nos disgrâces, en considérant que la Constitution française de 1848 est encore aujourd'hui, en dépit de ses imperfections et de ses lacunes, la plus libérale de toutes les Constitutions existantes.

Au lieu de maugréer sans fin contre le vote de la majorité législative qui, pour nous contrarier quand nous lui demandons le droit de vivre *en travaillant*, nous a accordé le droit de vivre *sans rien faire*, nous essaierons de faire entendre raison à nos imprudents adversaires, trop prodigues des deniers publics. Nous espérons démontrer aux meneurs de la coalition parlementaire anti-socialiste, à l'aide de la logique et du temps, qu'ils sont enfoncés dans leur mauvais vouloir ; car nous ne désirons pas la mort, mais la conversion du pécheur.

De quelque côté que nous viennent les attaques et les accusations d'anarchisme, à propos de la Constitution, nous accueillerons avec le même stoïcisme et la même sérénité d'âme les calomnies de nos accusateurs, tout comme leurs bulletins de victoire. Ainsi, quand un journal

du matin ou du soir nous affirmera sérieusement que ce pauvre socialisme est passé de vie à trépas, qu'il a été occis dans une bataille électorale et porté en terre par trente-sept mille votants, nous serons toujours plus disposés à rire qu'à nous fâcher de pareilles facéties. Pour avoir été indûment portés comme morts sur les registres de l'état civil des partis, nous n'éprouverons jamais le besoin d'interroger nos muscles et de nous palper les côtes, afin de nous convaincre que nous appartenons encore au nombre des vivants. Il y a quelque six mille ans que le socialisme voyage de par le monde, sous ses divers pseudonymes de droit, d'égalité, de libre examen, de justice, et nous estimons qu'il n'a pu être donné à un carré de papier blanc barbouillé de noir de dire au socialisme : Tu n'iras pas plus loin.

Nous savons faire la part des circonstances. Une Constitution discutée sous le régime de l'état de siège, sous l'impression toute fraîche d'événements néfastes, une Constitution votée sous la guele des canons, ne pouvait pas être la formule complète d'une révolution sociale, mais telle qu'elle est, nous le répétons, nous ne la considérons pas moins comme l'expression de la souveraine volonté du peuple, proclamée par ses mandataires légitimes. A ce titre, elle a droit à nos respects, sinon à notre admiration enthousiaste, car nous sommes de ceux qui ont pris au sérieux le principe de la souveraineté du peuple.

Notre profession de foi ne sera ni moins explicite ni moins franche quant au suffrage universel.

Le suffrage universel est la consécration solennelle de l'égalité politique et la première condition de la liberté.

A chaque citoyen appartient le droit de concourir directement ou indirectement à la confection des lois qui régissent l'Etat, la Cité. C'est la loi naturelle qui veut que chacun des membres de la société soit admis à discuter les termes du contrat social qui le lie. Nul n'a pu abdiquer volontairement dans l'origine son droit naturel de libre examen et de vote, car la seule garantie de l'égalité civique et de la dignité humaine ; et quiconque subit la loi qu'il n'a pas votée est esclave, en politique comme en industrie. Partant, la moitié du genre humain est encore esclave, même dans les pays de l'Europe les plus avancés en progrès et en civilisation.

La France ne comptait, sous le dernier règne, que deux cent mille citoyens libres, sur une population de trente-cinq millions d'âmes. A ces deux cent mille privilégiés le droit exclusif de faire des législateurs et des lois, de répartir l'impôt, de distribuer les faveurs du budget, les fonctions et les places ; le reste de la nation obéissait et payait.

La révolution de février a brisé comme verre ce régime de privilège, de corruption et d'iniquité. Le suffrage universel a fait en France dix millions d'hommes libres. Or, une révolution qui restitue à dix millions d'hommes leur titre de citoyens dont le privilège les avait dépouillés depuis des siècles, n'est pas, quoi que puissent dire et penser les pessimistes, une révolution morte née.

Nous qui ne savons pas le secret de métamorphoser subitement, à l'instar de la magicienne antique, une société décrépite et rongée par la discorde, en une société florissante pleine de vie et de charité ; nous qui pensons qu'à chaque jour suffit sa peine, et qui ne rêvons pas l'impossible, nous qui ne voulons employer pour convaincre nos adversaires que les armes de la discussion calme et loyale, nous tenons le suffrage universel pour le plus puissant instrument d'émancipation que le progrès ait mis aux mains des hommes d'intelligence. Cette conquête de février fût-elle unique, que nous ne l'accepterions pas moins comme un bienfait immense, car elle conduit à toutes les autres. Nous ne redoutons pas que la liberté succombe tant

que le suffrage universel sera debout. Voilà pourquoi nous sommes dévoués de corps et d'âme au suffrage universel.

Certes, il est arrivé plus d'une fois depuis le commencement du monde, que la raison s'est trouvée du côté du petit nombre, car les savants et les sages ont été longtemps en minorité dans l'espèce humaine, et nous ne nous dissimulons pas la valeur des objections que l'histoire peut fournir aux ennemis du suffrage universel. Nous reconnaissons volontiers que le suffrage universel qui, dans les mains d'une nation éclairée, serait le levier d'Archimède assez fort pour soulever le monde, n'est plus que le levier d'Archimède privé de point d'appui, dans un pays dépourvu de lumières, où l'homme ignore ses droits, où le soldat soumis à l'obéissance passive, le valet forcé d'obéir à l'ordre du maître, et le paysan inculte, sont appelés à voter. Mais nous répondrons à cela que l'ignorance du peuple n'est pas son crime, mais bien le crime de ceux qui le mènent, et qu'il serait inique de le rendre responsable de l'indignité de ses chefs, en prolongeant indéfiniment son ilotisme politique. D'ailleurs, la liberté apprend toujours à l'homme à relever la tête et à regarder le ciel. Organisons l'instruction du peuple, nous qui sommes ses aînés et ses guides naturels, et la lumière se fera dans son entendement, et le levier d'Archimède aura son point d'appui.

Nous avons écouté et lu attentivement tout ce qui s'est dit et imprimé depuis dix mois contre le suffrage universel. Nous avons recueilli les exclamations de désespoir des amis impatientes du progrès et les ironies méprisantes des hommes du passé.

Les premiers se sont emportés en récriminations amères contre l'aveuglement des masses trop assouplies au joug par l'habitude, trop asservies au culte des intérêts matériels pour désirer changer de religion et de maîtres. Dans l'exagération naturelle de leur désespoir et dans leur ennui des lenteurs, ces fougoureux champions de la liberté en ont appelé à la nécessité de la dictature, que Turgot, le grand réformateur, demandait aussi pour cinq jours. Les masses ignorantes, ont-ils dit, n'ont pas de pires ennemis qu'elles-mêmes, et l'amour bien entendu des masses veut qu'on les préserve du suicide. Voyez les résultats qu'ont produits les premiers essais du suffrage universel et jugez de l'arbre à ses fruits....

Les amis impatientes du progrès ont dit vrai, le premier essai du suffrage universel et direct n'a pas été favorable à la cause du peuple. La peur, la calomnie et l'ignorance aidant, le privilège a vaincu dans la lutte électorale, vaincu comme toujours, comme au temps du pays légal, et la moralité publique a eu à protester une fois de plus contre l'*abus des influences*. Si bien que la majorité de l'Assemblée nationale s'est trouvée appartenir comme autrefois aux représentants de toutes les aristocraties jeunes ou vieilles. La Haute Banque y a eu ses juifs et ses faillis ; le Haut Clergé, ses évêques ; la Grande Propriété, ses ducs et ses landlords ; et des centaines de princes de la parole (avocats), députés de tous les idiomes, y occupent pour la Haute Chicane, tandis que les humbles défenseurs du Travail et du Droit, isolés, dépaysés, quasi perdus au sein de ce Sénat auguste, atteignent à peine le chiffre des minorités factieuses.

Les souteneurs du privilège électoral, les partisans du gouvernement déchu, nous ont dit à leur tour en manière de sarcasme :

Cette corruption et cette vénalité que vous déclarez former l'essence du régime constitutionnel, cette cupidité effrénée des emplois, des honneurs, ce népotisme administratif dont vous stigmatisiez les scandales avec tant d'amertume, se sont continués sous le règne du peuple souverain. Ces vices inhérents à la nature humaine brillent même d'un nouveau lustre sous le gouvernement de vos Cincinnatus, car ils y resplendissent de l'éclat du cynisme et des apostasies.

Vous avez tortonné contre l'esprit de réaction et de routine des représentants du pays légal, et cependant jamais le pays légal n'eût tiré de l'urne des élections des noms tachés d'obscurantisme et de jésuitisme, comme certains qui sont sortis de l'urne du suffrage universel; jamais le pays légal n'eût doté d'un banc d'évêques une chambre des communes; jamais le pays légal n'eût infligé à la dynastie d'Orléans, pour ministres, des partisans déclarés de la légitimité, ou des industriels littéraires, soi-disant républicains de la veille, mais qui n'étaient pas même Français le jour de la révolution....

Il se peut bien que les faits jusqu'ici donnent raison aux souteneurs du pays légal. Il se peut que sous le régime des censitaires à deux cents francs que menait à l'urne le journal sceptique et voltairien des *Débats*, le banc des évêques eût eu plus de peine à s'installer au Palais-Bourbon que sous le régime du suffrage universel. De sorte que le peuple souverain, à l'heure qu'il est, n'aurait pas l'inestimable avantage de tenir à sa solde une foule de pieux personnages, entre autres, cette Eminence facétieuse qui affirma un jour en pleine cathédrale que les débordements de la Loire n'avaient pas d'autre cause que *ceux* (les débordements) de l'immoralité du siècle et le succès des romans de M. Eugène Sue, riverain dudit fleuve... Et encore cet autre enjoliveur de miracles, ce ligueur fanatique qui perdit tant d'éloquence l'an passé à défendre l'infortuné Sunderbund, cet ex-pair qui, du haut de sa tribune aristocratique, rasée depuis, fulminait si saintement l'anathème contre la Convention. Chrétien aveugle qui ne sait pas voir qu'entre le Christ et le jésuitisme, s'étend l'immensité de l'espace qui sépare la vérité de l'erreur. Pauvre fils des croisés qui ne veut pas comprendre que la France d'aujourd'hui n'a plus qu'une date historique pour l'illustration des noms propres, la date de la sainte croisade décrétee contre tous les despotes par cette Convention tant honnie!

Mais que les amis impatientes du progrès, que les partisans quand même de la routine, aient raison dans leurs dires et dans leurs accusations contre les faits d'aujourd'hui, peu nous importe à nous. Auront-ils raison demain? auront-ils raison toujours? là est la question véritable. Il ne s'agit pas seulement non plus de savoir si le peuple a fait de mauvais choix en avril, mais s'il pouvait en faire de meilleurs.

Or, nous croyons sincèrement que le peuple a choisi comme il devait choisir, et que l'Assemblée constituante a été réellement faite à l'image du peuple; nous ne voulons flatter personne.

Nous accordons aux détracteurs systématiques de la Constituante qu'il est fort difficile de faire de bonnes lois civiles avec de vieux avocats qui ont vécu des mauvaises, et de bonnes lois contre l'usure avec des juifs qui vivent de la banque, ou avec des banquiers français qui se sont ruinés par amour pour leurs actionnaires, pour leur avoir servi des dividendes trop forts... (pris sur le capital.)

Une chose plus impossible encore est de faire des lois humaines avec des économistes anglicans, disciples de Jean-Baptiste Say et de Malthus et professant avec orgueil les doctrines impies de leurs maîtres; *qu'il n'y a point de place pour le pauvre au banquet de la vie. — Que la société, à rigoureusement parler, ne doit rien à aucun de ses membres.*

Mais quand les avocats, les juifs et les économistes accaparaient à eux seuls les cent voix de la renommée et toutes les réclames de la presse libérale et républicaine, il fallait bien que les suffrages du peuple se perdissent sur ces élus de la popularité.

Et néanmoins, en dépit des avocats, des économistes et des juifs, en dépit de l'influence désastreuse de son comité des finances qui a pris à tâche de démolir pièce à pièce l'œuvre démocratique du gouvernement provisoire, l'Assemblée nationale a voté l'article 13 de la Constitution. Or, cet article 13 a vingt-cinq ans d'a-

vance sur l'opinion des dix-neuf vingtièmes de la population française. Voilà la vérité.

Maintenant, quant à cette ignoble apreté à la curée des places qui déshonore nos mœurs et nous a fait baptiser par des esprits moroses, une nation de valets, nous dirons que ces débordements de la cupidité publique sont les dernières orgies des vieux de la Restauration et de l'Empire, les derniers signes de vie d'une génération qui s'éteint; et nous nous en remettons au suffrage universel pour en prévenir le retour.

Les voleurs de deniers publics, les concussionnaires et les marchands de places ont tué la dernière monarchie, mais ils l'ont laissée vivre dix-huit ans. Nous estimons, nous, qu'un gouvernement quelqu'il soit, qui s'installerait chez nous sur la concussion et le vol, n'en aurait pas pour dix-huit mois aujourd'hui.

Car le suffrage universel qui emporte le droit de libre parole et de libre publicité, c'est la révolution du mépris, mise chaque matin à l'ordre du jour.

Le suffrage universel qui fait comparaître à toute heure à la barre du peuple ses fonctionnaires et ses représentants, pour s'informer de leurs mérites et de leurs droits, coupe court au favoritisme et à la brigue, met un terme aux scandales du népotisme administratif, réfrène toute ambition injustifiable et la force de se tenir à son rang.

Le suffrage universel condamne le législateur à introduire dans toutes les branches des services publics des règles de hiérarchie et d'avancement qui rendent tout passe-droit impossible.

Le suffrage universel fait justice des incapables et des indignes, abaisse les intrigants et tire de son obscurité le mérite modeste. Aucune injustice, aucune tyrannie n'a chance de durée sous le régime de la probité et de la moralité au grand jour, parce qu'il est toujours facile d'en appeler des erreurs du suffrage universel de la veille au suffrage universel du lendemain.

Voilà les raisons de notre foi robuste dans la puissance du suffrage universel, voilà pourquoi nous n'en désespérons pas aussi vite que nos amis impatientes.

De même que nous n'accordons en aucun cas à la majorité le droit de comprimer la minorité par la censure et l'amende, de même nous refusons à la minorité le droit de s'imposer par la violence et la terreur à la majorité.

A. TOUSSENET.

A CEUX QUI DOUTENT.

Si vous ne croyez pas imperturbablement au triomphe prochain du socialisme et à la perpétuité de la République, s'il n'est pas évident pour vous que la République est seule possible, et que cette société doit se résigner à mourir où se laisser transformer par l'esprit nouveau, si cela ne vous semble pas aussi clairement établi que cette autre vérité, par exemple: Il fera jour demain, eh bien! je vous plains sincèrement.

Ils sont bien à plaindre, en effet, ceux qui condamnés à vivre au sein de l'agonie d'une société qui s'en va, et des premières douleurs d'une société qui vient, traversent cette époque de renouvellement sans le point d'appui de la foi! Mettant leur confiance dans les choses mouvantes; un homme, un parti, l'habileté des uns, la sottise des autres, la force numérique de ceux-ci, la faiblesse de ceux-là, ils flottent au gré de toutes les variations politiques. On les voit passer en un même jour d'une joie extrême à un découragement sans limites; à leur avis, un accident peut les perdre, un accident peut les sauver; dupes de tous les mirages, ils croient à chaque instant saisir le but de leurs rêves et ils n'atteignent que lassitude et désespoir; dépourvus de principes, ils sont dans la position d'un pilote qui navigue par une nuit sombre et dont la boussole est devenue folle. Où sont-ils? près d'un port? près d'un écueil? La mer est bien grande, et la barque bien frêle! et la vague furieuse semble

tantôt le porter dans les cieux et tantôt le précipiter dans l'abîme! Et ne vous y trompez point, si votre foi est faible, ce n'est pas que la crédulité vous manque. Qu'ils sont crédules ceux qui voient dans les intrigues du parti monarchique et antisocial un danger de mort pour le socialisme et la République. Un parti aurait cette puissance de suspendre les lois humaines et d'arrêter la marée montante de l'histoire! Crédules comme ces barbares qui s'imaginaient qu'un homme avait pu prolonger au profit de sa petite tribu la durée du jour consacré au siège d'une bicoque. La foi dont je parle n'est pas du béotisme. La crédulité est fille de l'ignorance; la vraie foi se fonde sur la science. Cette foi manque à l'homme qui, voyant la République à terre et le socialisme éclipse, ne resterait pas impassible, disant: ceci n'est pas la fin d'un monde, ce n'est qu'un ouragan; le ciel de la République redeviendra pur, le soleil du socialisme resplendira de nouveau. — Si quelqu'un en doute, celui-là ne sait pas.

On a tout fait pour vous maintenir dans l'ignorance. Du reste, qu'eût-on pu vous enseigner sur ce point? Les maîtres n'en savaient guère plus que vous. Deux choses manquent à toutes les histoires écrites, et sans ces deux choses, l'histoire n'est plus qu'un bruit assourdissant de trônes qu'on ébranle et qu'on replâtre. Ces deux choses, c'est la loi des faits et la cause des faits. La cause, c'est-à-dire, la force vive qui se cache sous les faits, s'appelle idée, et l'histoire des idées se résume dans la tradition du socialisme. Mais qui se doute que le socialisme ait une tradition? Héroïque et sainte tradition écrite avec le sang et les larmes de nos pères! Depuis que le monde est monde on ne s'occupe pas d'autre chose. Les partisans de l'anarchie, de l'immoralité et de l'oppression, nos adversaires commencent à s'en douter. « Vos idées ont traîné dans l'histoire entière, nous disent-ils, avec un puéril dédain, leur continuelle défaite dans le passé prophétise le sort qui les attend. » Mais l'arme dont ils nous menacent follement, éclatera dans leurs mains! C'est parce que le socialisme est le Droit et la Vérité mêmes qu'il n'a pas eu de commencement et qu'il n'aura jamais de fin. Et s'il n'a pas encore répandu ses bienfaits sur le monde, c'est qu'il y a à tout une heure marquée. Plus une idée est élevée et plus longue est la durée de sa gestation. Or, le socialisme n'est pas comme ces productions éphémères, dont le même jour voit la naissance et la mort, il est comparable à ces géants des forêts, dont la croissance remplit des siècles, et qui, arrivés à leur plein développement, servent pendant des siècles encore d'abri aux générations; témoins antiques de la naissance du monde actuel, témoins prédestinés de son futur déclin. Nous vous raconterons cette sublime épopée. Et en voyant que l'humanité entière a concouru à la génération de l'idée qui aujourd'hui vous inspire, vous comprendrez que la démocratie est vraie en matière intellectuelle comme en matière politique, et que les dieux du socialisme, sont de faux dieux comme les autres. Et alors, si l'on vous demande de vous incliner devant un nom vous vous refuserez à ce nouveau genre de servage, et vous reporterez plus haut, à l'humanité dont chacun de nous est membre, l'adoration qu'on sollicitait pour de vaines idoles.

L'autre idée qui fait défaut dans l'histoire, c'est que l'histoire obéit à des lois, c'est que sans préjudice de la liberté humaine, l'humanité à une destinée; comme les astres, elle se meut dans une courbe déterminée, et les choses sont telles en ce monde ou nous sommes, que le droit et la vérité doivent nécessairement l'emporter. La force et la fraude peuvent sans doute en retarder le triomphe, mais les obstacles qu'elles créent s'expient fatalement par des révolutions. Ah! l'humanité aura fait un grand pas lorsqu'elle sera arrivée à la connaissance de ses lois, et les enfants élevés dans cette foi scientifique, produiront enfin une généra-

tion d'hommes. Ceux-là ne ressembleront à des girouettes tournant et grinçant au moindre caprice du vent politique; calmes comme des géants d'airain, ils verront sans sourciller le flot des événements humains suivre son courant prédestiné; on ne les entendra pas s'écrier le matin: notre affaire est sûre, et le soir: nous sommes vaincus. Mais quoi! se rencontrera-t-il des hommes pour lutter contre la nécessité. Quand on saura que, comme l'astronomie, l'histoire obéit à des lois, chacun aidera au monument qu'il saura irrésistible, et l'humanité continuera sa marche avec le calme majestueux des planètes parcourant leur orbite.

Pourquoi croyez-vous fermement que le soleil se lèvera demain? Pourquoi, renvoyant une affaire au jour suivant, ne faites-vous pas même mentalement cette réserve: pourvu que demain vienne? C'est que vous le savez, de source certaine, le monde des astres obéit à des lois, et la fin même du système peut seule suspendre l'action de ces lois.

Si vous n'avez pas une foi aussi ferme dans le triomphe de la République et du socialisme, au fond de votre irrésolution qu'y a-t-il? Il y a pour l'humanité cet outrage de croire qu'elle a été oubliée dans la législation de l'univers, ou pour le législateur lui-même, cette insulte de penser que des créatures peuvent entraver les vues que, selon toute apparence il a sur l'homme, puisqu'il l'a formé.

Quand vous saurez que chaque peuple suit une certaine loi de croissance ou de développement, vous ne craindrez plus que si le ciel lui prête vie et santé, notre France cesse de croître ou de se développer. La crainte vous saisit-elle jamais, ou de ne pas grandir ou de ne pas vous développer selon les lois habituelle de l'espèce? Cependant, l'un ne serait pas plus absurde que l'autre.

Quand vous saurez que des institutions différentes correspondent aux différents âges des nations, et par exemple la Royauté à leur enfance et la République à leur majorité, vous ne craindrez pas plus de retourner en monarchie, qu'un gros et fort garçon de vingt-cinq ans, jouissant de toutes ses facultés intellectuelles, ne craint de retomber en enfance et de retourner sous la tutelle de son père.

Nous n'en sommes pas encore là! Et, tenez, est-ce que le scrutin du 10 décembre n'a pas rempli de découragement et d'effroi un grand nombre de républicains?

Le découragement, hélas! est allé jusqu'au désespoir. *Le Peuple* raconte qu'un démocrate a cru la République perdue et n'a pas voulu survivre à ce qu'il regardait comme une irrémédiable défaite. Triste effet de l'absence de conviction scientifique! Trop juste conséquence de cette éducation immorale qui nous représente comme livré à la merci des passions, un avenir dont des lois inviolables disposent en souveraines!

Nous sommes de grands enfants, aussi arriérés en politique que le sont en astronomie ces sauvages, saisis d'épouvante à la vue d'une éclipse et croyant que le flambeau céleste va être dévoré par un noir démon.

Nous chercherons à nous élever ensemble à des vues plus dignes du temps où nous vivons. Nous apprendrons ensemble à mettre notre confiance dans les choses qui ne faiblissent jamais. Nous irons par de là le sable mouvant des passions et des intérêts chercher le roc des principes, des lois et des causes. Nous assoierons notre foi sur ce fondement indestructible et qui sera encore, quand cette terre ne sera plus. Chaque fois qu'un grand fait, ou politique comme la question de la présidence, ou économique comme tout ce qui a trait au travail, ou religieux comme les événements dont Rome est en ce moment le théâtre, viendra précéder le public, nous demanderons la solution des difficultés qu'il soulèvera, non point aux opinions, c'est un mot à rayer du vocabulaire politique; les

opinions n'ont de valeur que dans les choses purement facultatives, non pas aux intérêts, ils doivent se courber devant le juste; non pas aux passions, c'est à elles de servir et non de commander: mais nous consulterons le droit et l'histoire qui en est la manifestation permanente; nous chercherons ce que commande le droit, nous regarderons ou tend l'histoire, et nous nous soumettrons à l'arrêt de la destinée, toujours propice à ceux qui aiment la justice.

Le Travail affranchi étudiera à ce point de vue les trois branches de la science sociale: la religion, la politique et l'économie.

VICTOR MEUNIER.

DU TRAVAIL POUR LES FEMMES.

Les ouvriers ont certainement beaucoup à se plaindre de l'exploitation dont ils sont victimes; mais les femmes! mais les filles! Ici, il n'y a plus seulement injustice, il y a immoralité flagrante, il y a crime, car l'exploitation aboutit au deshonneur, à l'infamie! Eh bien, il y a dans Paris des ateliers où l'on paie 12 et 15 heures du travail d'une pauvre femme à raison de 60 et 75 centimes! Et à la porte de ces ateliers, les malheureuses femmes, tant la misère est grande, se précipitent en foule! En travaillant 15 heures par jour, pendant 360 jours de l'année, et en s'imposant des privations sans nombre, la femme ou la fille pauvre ne peut gagner que la moitié de ce qu'elle dépense! — la conclusion est horrible! — Mais, en revanche, la façon des gilets, des pantalons, des chemises, est à bas prix! Mais les entrepreneurs de confection font de brillantes affaires! Mais les maîtresses-couturières ont équipage et vont au bois, pendant que les ouvrières qu'elles emploient vont... à la préfecture de police! — Et l'on s'extasie sur les avantages du bon marché qui met les produits à la portée des classes pauvres! — Dérision!

La fortune, dit-on, s'acquiert par le travail. Oui, mais surtout par le travail d'autrui. Une façon de robe est payée 60 francs. Une ouvrière fait toute la besogne et reçoit 15 fr., tandis que la tailleur en renom, sans avoir mis la main à l'œuvre, touchera 45 francs. Comment cela pourrait-il s'appeler? — Un entrepreneur se charge de faire confectionner pour l'armée 100 mille chemises, dont on lui fournit l'étoffe, et il traite à raison de 75 ou de 90 centimes la pièce; puis ensuite il cédera son marché en détail à de pauvres femmes auxquelles il donnera seulement 35 ou 60 centimes! — Comment cela s'appelle-t-il? — Cela s'appelle aujourd'hui faire le commerce, entreprendre la confection, gagner de l'argent par son travail et par son industrie!... — Et si vous vous avisez de dire que le ministre de la guerre, au lieu de traiter avec un spéculateur, devrait faire donner directement le travail et le prix des façons aux ouvrières, qu'il doit y avoir moyen d'arriver à cela... On répond que c'est impossible, que vous êtes un utopiste, que vous désorganisez le travail! — Eh bien, vous pouvez répliquer qu'on organise la misère et la prostitution, et que ce n'est pas là une utopie, malheureusement, mais que c'est une réalité flagrante!

Quand donc enfin, dans cette France qui fut autrefois le pays de la chevalerie, les femmes seront-elles comptées pour quelque chose? Quand donc saurons-nous rendre justice au malheur, donner protection à la vertu? Quand donc les femmes pourront-elles conquérir, chez nous, je ne dis pas les droits po-

litiques, mais la liberté et l'honneur par le travail? Hélas! les femmes ne font pas de barricades, ne portent pas le fusil, n'inspirent aucun effroi... Elles souffrent en silence et meurent sans bruit... Quelle société que la nôtre!

Chez les Turcs, la femme est tenue en servitude, mais l'esclave est nourrie, entourée d'égards, estimée du moins en raison du prix qu'elle coûte. Chez nous, la femme est consécree libre; mais la misère et la faim font que la femme libre peut être achetée au rabais, puis abandonnée sur la voie publique! Triste liberté que la liberté des pauvres et des faibles!

C'est aux filles, c'est aux femmes surtout qu'il faut donner les moyens de gagner leur vie! C'est pour les femmes qu'il faut créer des ateliers, des asiles contre la misère et contre les tentations de la faim!

Maintenant que *le Peuple règne*, les filles et les sœurs du souverain ne doivent pas être réduites à subir la honte et le déshonneur, à vivre du vice et de l'infamie, entendez-vous, représentants et ministres du peuple!

(Extrait de *Vivre en travaillant*.)

FEUILLETON, VARIÉTÉS LITTÉRAIRES, ETC.

Le Travail affranchi aura, comme les organes les plus importants de la publicité parisienne, son feuilleton hebdomadaire et sa page de variétés. Seulement, comme tout doit être sérieux dans notre œuvre, nous nous efforcerons de conserver à ce feuilleton, sous l'apparente frivolité de la forme, un caractère systématique d'enseignement et d'utilité. Nous ne sommes aucunement partisans de la théorie de l'art pour l'art, et pour nous l'agréable ne vaut qu'autant qu'il s'allie à l'utile. Nous désirons avoir raison jusque dans l'épigramme, et nous nous ferions presque scrupule de dépenser la moindre dose d'esprit à l'ornementation de ce recueil, si l'esprit, comme nous l'entendons, n'était le sel et la gâté du bon sens.

Cette partie des *Variétés amusantes*, pour nous servir du titre dont on la gratifiait autrefois, consistera principalement en comptes-rendus des événements les plus intéressants du jour, en causeries et en correspondances sur les nouvelles du monde politique, scientifique, industriel, artistique et littéraire. Nous abandonnerons volontiers aux journaux ordinaires du crime le triste privilège de voiturier le scandale matrimonial, l'assassinat et le viol aux gémonies de la publicité; car, c'est un méchant moyen, suivant nous, de rendre l'homme à la conscience perdue de sa dignité native, que de lui tenir incessamment sous les yeux le miroir des vices et de la dégradation de l'espèce humaine. Nous chercherons à suppléer à cet attrait de la curiosité du mal par l'attrait de la curiosité du bien. Au lieu de promener nos lecteurs par les bas-fonds, les charniers et les égouts de la société actuelle, nous essaierons de les entraîner à la suite de nos espérances dans les régions fortunées de l'avenir, où les regards ravis, si loin que l'horizon s'étende, n'aperçoivent plus que richesse universelle, amour, enchantements. Nous voulons aussi souvent que faire se pourra, consacrer une feuille ou deux au récit des voyages les plus intéressants entrepris sur terre et sur mer. Et comme nous aurons suivi dans leurs expéditions périlleuses les hardis navigateurs de l'Océan, qui tentent le passage du pôle-nord, ainsi entendons-nous accompagner dans leurs courses les plus aventureuses à travers l'utopie, tous ces navigateurs hardis de l'idéal qui cherchent de leur côté la transition des sociétés maudites aux sociétés heureuses.

Ou bien encore nous exhumons de la poussière des archives du travail, quelques noms

ignorés, les noms de ces inventeurs inconnus qui ont créé toutes les industries, tous les procédés, tous les arts, c'est-à-dire qui ont le plus puissamment contribué à affranchir l'humanité du joug de la misère; sublimes travailleurs oubliés de l'histoire pour n'avoir été qu'utiles, et nous restituerons à ces privilégiés du génie et de la souffrance, leurs titres de noblesse.

Enfin, comme tout se tient par la main dans la nature, les hommes et les bêtes et tous les êtres créés; comme il existe parmi les animaux à quatre pattes, à six pattes et à plumes, une foule de tribus socialistes, d'un socialisme avancé même, nous ne dédaignerons pas de suivre l'exemple des fabulistes, et de pousser de temps à autre une petite reconnaissance dans le domaine de la zoologie, pour y puiser près des vétérans méconnus de l'idée, nombre de pratiques ingénieuses et de renseignements inédits. Et en conscience, c'est bien le moins que nous autres hommes, initiés d'hier à la science, nous tenions compte aux insectes et aux fleurs de leur fidélité incorruptible au drapeau de vérité que nous arborons aujourd'hui; fidélité qui ne s'est pas démentie d'une minute dans le courant des âges, et sur laquelle ont passé, sans la faire fléchir, vingt déluges de philosophies et de religions humaines plus ou moins révélées. Qu'on nous accuse de pousser trop loin à cet égard l'esprit de justice et de fraternité, peu nous importe; nous craignons moins le reproche d'exagération dans nos sympathies pour de pauvres créatures, dignes d'estime, que le reproche contraire, celui d'ingratitude, et nous ne ressemblons en rien au reste des mortels qui ont fait un crime irrémissible au bienheureux saint François d'Assises, d'avoir intitulé l'âne son frère et l'hirondelle sa sœur. Car il est à remarquer que le principe d'association est le commencement de la sagesse, et que c'est principalement parmi les tribus de bêtes socialistes que l'homme a rencontré ses plus valeureux auxiliaires dans les rudes corvées du travail émancipateur. — Aussi, quand les abeilles qui confessent depuis des milliers d'années le travail attrayant et le principe du travail en commun, demanderont à prouver l'excellence de leurs divers systèmes de gouvernement, de production et de répartition des richesses, serons-nous toujours disposés à leur accorder la parole, estimant qu'il est bon de les entendre et de les laisser bourdonner à leur aise sur une matière en laquelle leur compétence ne peut être niée. Et de même si quelque castor des grands lacs d'Amérique ou de la Camargue française, blessé dans ses principes et dans sa religion par une comparaison injurieuse de M. Thiers, éprouvait le besoin de repousser l'injure au nom de l'association et de sa tribu outragée, nous déclarons être prêts à accueillir sa réclamation et ses plaintes. En ce temps de bouleversement universel, où les hommes d'esprit et les hommes d'Etat font une concurrence si acharnée aux bêtes, nous ne voyons pas pourquoi celles-ci n'useraient pas du droit de représailles, en empiétant à leur tour sur les attributions des gens d'esprit.

A. TOUSSENEL.

P. S. Notre premier numéro contiendra l'*Histoire philosophique et politique des Abeilles*.

LES OUVRIERS DE PARIS.

Sous ce titre, M. Pierre Vincard, notre collaborateur, publiera une série d'études sur les mœurs et sur la condition physique, intellectuelle et morale des ouvriers de tous les corps d'état. Les ouvriers seront peints, sinon par eux-mêmes, du moins par un des leurs.

Quelques fragmens de ce travail ont été insérés dans dans le journal *l'Illustration*. Mais on s'est bientôt aperçu que les idées de M. Vincard étaient trop démocratiques pour une feuille spécialement consacrée au monde élégant. Ici elles trouveront mieux leur place.

INTRODUCTION.

Après ce qui a été écrit et ce qu'on écrit encore chaque jour sur la classe ouvrière, il peut paraître inutile d'oser entreprendre un nouveau travail à ce sujet.

Que dire, en effet, qui n'ait été répété fréquemment et surtout par des hommes d'un mérite incontestable?

Sous quel aspect présenter des faits si connus et si souvent racontés?

A ces questions, qui peuvent venir à l'esprit du lecteur, ainsi qu'elles se sont offertes au nôtre, nous répondrons: Que nous nous garderions bien d'assumer sur nous la responsabilité d'une telle tâche, si nous n'en avions senti la grave importance et si nous ne puisions dans les circonstances au milieu desquelles nous sommes placés la force nécessaire pour l'accomplir.

Quelques mots suffiront pour développer notre pensée:

L'on s'est servi de mille formes diverses pour dépeindre le peuple: les nombreuses physiologies, le roman, la poésie, le théâtre ont tour à tour été employés, et cependant on n'est point encore parvenu à reproduire sa physionomie réelle!

Voici quelle en est peut-être la cause:

Soit ignorance, soit calcul, quelques littérateurs ont fait de l'ouvrier un véritable épouvantail: ils ne l'ont montré que sous un jour défavorable, lui attribuant les seuls instincts de la brute.

En agissant ainsi, ils ont pu laisser croire que dans les classes qu'ils nomment inférieures, il n'existait aucun sentiment du beau et du juste, aucune aptitude pour aimer et comprendre ce qu'en dépit de ses douleurs et de ses vices l'humanité renferme néanmoins de grand et de sublime.

D'autres écrivains — qu'on ne saurait trop louer, à cause de la pureté de leurs intentions, — sont tombés dans l'excès contraire: ils ont fait du travailleur un type idéal, ayant toutes les vertus, sans mélange d'aucun vice, se servant d'expressions recherchées pour exprimer des idées plus prétentieuses encore, et philosophant au besoin comme un disciple de Platon ou d'Aristote.

En prêtant au peuple un langage et des mœurs qui ne lui appartiennent pas, on est arrivé à créer des personnages de pure convention. Il est résulté de là, des scènes amusantes, bouffonnes, des drames saisissants, terribles, — de la fantaisie littéraire, en un mot; mais le but à atteindre a été, selon nous, complètement manqué.

Quant à l'ouvrier *vrai*, — si nous pouvons parler ainsi, — maniant avec énergie la lime ou le rabot, gagnant courageusement à la sueur de son front son pain et celui de sa famille, luttant contre les étrointes de la misère, en conservant une digne allure, une franchise toute virile: quant à cet ouvrier, qui discourt peu, travaille beaucoup, nous ne l'avons guère trouvé qu'à son établi ou dans sa mansarde, et nullement dans notre littérature.

Nous affirmerons même qu'il ressemble à l'Être que cite Pascal: Ce n'est ni un ange, ni un démon; c'est un homme!

Pour connaître les travailleurs, il eût fallu s'en approcher, les interroger; — disons plus: vivre de leur vie. Ayant ressenti leurs souffrances ou leurs joies réelles, on eût pu les exprimer.

En se tenant éloigné d'eux, en ne les jugeant qu'avec certaines opinions préconçues, certains préjugés, on s'est exposé à ne pas les faire ressembler, — ce qui est fâcheux au point de vue de l'art, — et, en les montrant tout autres qu'ils ne sont, à ne pas attirer sur eux les sympathies; ce qui, au point de vue moral et philosophique, est infiniment plus regrettable.

Qu'on le croie bien cependant; par ce qui précède, nous n'entendons pas critiquer les motifs honorables qui animaient les littérateurs

faisant de l'ouvrier le type par excellence. Il y avait dans leur cœur trop de désirs ardents d'être utiles, trop de dévouement sincère, trop d'amour pour ceux dont ils plaident la cause pour qu'on ne doive pas s'incliner respectueusement devant eux.

Nous allons donc essayer de retracer une à une les physionomies les plus fortement tranchées des travailleurs parisiens, en tâchant de conserver à chacune d'elles, le caractère qui lui est propre. Car, entre le *Forgeron* et le *Bijoutier*, entre le *Chapetier* et le *Fondeur*, il y a certes de grandes différences de salaire, de costume, d'habitudes, etc.; différences qui, vues de près, sans prévention, peuvent offrir de l'intérêt.

Passant de l'aube du *Manœuvre* à la casse du *Typographe*, de la chambre des *Cordonniers* au fournil du *Garçon boulanger*, nous initierons nos lecteurs à cette vie si active et parfois si tourmentée des travailleurs du dix-neuvième siècle.

Nous révélerons sans rien omettre, ces drames sombres, ces sacrifices volontaires qui s'accomplissent à tout moment au bas de l'échelle sociale, sans avoir d'autres spectateurs que les acteurs même, et qui ne se dénouent quelquefois, que par les infirmités ou la mort.

Nous raconterons aussi, — et ce sera la partie agréable de notre tâche, — les fêtes et les joies de cette immense population laborieuse; car elle sait aussi bien souffrir avec résignation que se livrer à la plus expansive gaité.

A ceux qui ont calomnié le peuple sans le connaître, nous montrerons ce qu'il y a en lui de générosité et d'intelligence: à ceux qui l'ont aimé et plaint, nous tâcherons de prouver qu'il est digne de leur affection.

Enfin, aux injures et aux éloges, qui lui ont été prodigués, nous essaierons d'opposer une chose qu'on ne peut fuir lorsqu'elle se présente: *la Vérité*.

PIERRE VINCARD.

STATUTS DES ASSOCIATIONS.

Nous publierons ou nous analyserons les statuts des principales associations qui ont été fondées à Paris et dans les départements, soit entre ouvriers, soit entre ouvriers et patrons.

A cet effet, nous invitons les sociétés déjà constituées à nous communiquer copie de leurs statuts et de leurs réglemens.

Nous rendrons compte de l'emploi des 3 millions qui ont été votés par l'Assemblée nationale, sur la proposition de M. Alcan, pour encourager les associations.

Nous examinerons les actes de la commission qui a été chargée, par le ministre de l'agriculture et du commerce, de répartir les fonds votés, et nous discuterons les conditions imposées aux associés.

Nous publions aujourd'hui l'acte de société des ouvriers ébénistes. Cet acte, rédigé et approuvé par la commission officielle, a servi de modèle à la plupart des associations qui se sont formées sous le patronage du gouvernement.

Nous donnons cet acte à titre de renseignement et non pas comme type d'une association parfaite.

ACTE DE SOCIÉTÉ DES OUVRIERS ÉBÉNISTES.

TITRE I^{er}. FORME, SIÈGE, DURÉE DE LA SOCIÉTÉ.

ART. 1^{er}. Il y aura société entre ceux pour la fabrication et la vente de meubles d'ébénisterie.

ART. 2. La société sera en nom collectif.

ART. 3. La durée de la société sera de trente ans, à partir du 1^{er} octobre 1848.

ART. 4. Le siège de la société est fixé à Paris, rue de Charonne, 7.

ART. 5. La raison sociale est Drien et Co.

TITRE II. APPORT ET CAPITAL.

ART. 6. Chacun des associés apporte à la société une somme de 100 fr. en argent ou en outils. Chacun des associés apporte à la société son industrie et son travail. Il s'engage à fournir sa collaboration active, suivie et régulière, à tous les travaux exécutés par la société, et il promet de se conformer et soumettre à toutes les règles et conditions qui sont ou seront établies soit par le présent acte

ART. 7. Le capital social s'accroîtra au moyen d'un prélèvement sur les bénéfices pendant toute la durée de la Société, ainsi qu'il est dit art. 18 ci-après. Il sera fait en outre, conformément à l'art. 10, une retenue progressive sur les salaires pendant trois ans.

ART. 8. Les bénéfices seront partagés et les pertes seront réparties entre les associés au prorata du total des salaires touchés par chacun d'eux.

TITRE III. ADMINISTRATION.

Assemblées générales, Conseil d'administration, Gérance.

ART. 9. L'assemblée générale se réunit tous les ans, et plus souvent si le gérant ou le Conseil d'administration le juge nécessaire, après la clôture de l'inventaire de septembre pour en prendre communication, ainsi que de la répartition du bénéfice, et pour entendre le compte-rendu des opérations du Conseil d'administration. Dans cette séance, elle procède, s'il y a lieu, à la nomination des membres du Conseil. Cette nomination se fait à la majorité des deux tiers des voix.

Elle nomme le gérant et le caissier et les révoque, s'il y a lieu, sur la proposition du Conseil d'administration. Elle procède à l'élection annuelle du contre-maître, et le choisit parmi ceux qui ont concouru pour remplir cette fonction. Elle peut seule prononcer les admissions et exclusions, et adopter les modifications aux statuts. Elle ne peut délibérer que si les trois quarts des associés sont présents.

Les assemblées générales extraordinaires ont lieu sur convocation du gérant ou du Conseil d'administration.

L'assemblée générale est présidée par un membre du Conseil d'administration désigné par celui-ci.

ART. 10. Chacun des associés retirera chaque semaine de la caisse, pour subvenir à ses besoins personnels, le salaire auquel il aura droit conformément aux tarifs et usages de la profession, soit aux pièces, soit à la journée, après toutefois avoir subi pendant 3 ans, à compter du jour de son entrée dans la société, la retenue progressive suivante sur ce salaire :

Il sera retenu 10 pour 100 sur les journées de 2 fr. 50 c. — 12 p. 100 sur les journées de 3 fr. — 14 p. 100 sur 3 fr. 50 c. — 16 p. 100 sur 4 fr. — 18 p. 100 sur 4 fr. 50 c. — 20 p. 100 sur 5 fr.

ART. 11. La Société est administrée par un Conseil de cinq membres nommé en assemblée générale. Le Conseil sera renouvelé par cinquième d'année en année. Les membres sortants seront toujours rééligibles. En cas de vacance par décès, démission, retraite, exclusion ou toute autre cause, le Conseil se complètera lui-même, sauf l'approbation de la prochaine assemblée générale ordinaire. Le sort déterminera l'ordre de sortie entre les membres du premier Conseil.

ART. 12. Le Conseil d'administration statue sur les contrats d'apprentissage. Il nomme et révoque le teneur de livres. Il provoque, s'il y a lieu, auprès de l'assemblée générale, la révocation et le remplacement du gérant, du contre-maître et du caissier. En cas de décès, de retraite ou de démission de l'un de ceux-ci, il désigne un de ses membres pour le remplacer provisoirement. Il appelle les ouvriers supplémentaires.

Il règle les indemnités à allouer s'il y a lieu au gérant, contre-maître, caissier et teneur de livres, détermine le mode et les conditions de placement des fonds de la Société, approuve les états de situation et les inventaires, reçoit et vérifie les comptes du gérant, fixe le chiffre des bénéfices, procède à leur répartition, et fait les règlements de travail et d'atelier. Il arrête les prix de façons et de journées sur la proposition du gérant. Il propose les modifications aux statuts et les admissions des nouveaux associés. Il a enfin tous pouvoirs pour tous les actes et opérations qui constituent l'administration d'une Société de commerce.

Les fonctions des membres du Conseil d'administration sont gratuites. Il se réunit au moins une fois par mois.

ART. 13. Sont nommés par le présent acte pour composer le premier Conseil d'administration : MM.

ART. 14. M. sera le gérant de la Société ; à ce titre il sera chargé de la correspondance. Il représentera la Société dans tous ses rapports avec les tiers. Il traite pour les travaux à entreprendre. Il est chargé des ventes, achats, locations et marchés à passer, et fait les conventions de toute nature. Il aura seul la signature sociale, dont il est bien entendu qu'il ne peut faire usage que pour les opérations de la Société, et dans les conditions et

limites déterminées par le présent acte. Il fixe les prix de façons et de journées. Il peut convoquer extraordinairement le Conseil d'administration.

M. sera le contre-maître. Il sera chargé de la distribution et de la marche du travail, de débiter les bois, et généralement tout ce qui se rattache à ses fonctions. Le contre-maître sera nommé chaque année au concours.

M. sera chargé de la caisse. La gestion du caissier sera garantie par le dépôt à la caisse d'épargne d'une somme de 500 francs. S'il ne peut fournir cette somme comptant, il subira jusqu'à due concurrence une retenue de 1 franc sur son salaire journalier. La société lui bonifiera l'intérêt de ce dépôt jusqu'à concurrence de 5 pour 100 par an. Ce cautionnement pourra s'augmenter si le Conseil d'administration le juge nécessaire.

La fonction de gérant sera rétribuée au prix de 1,800 francs par an. Il sera logé au siège de l'établissement.

Le contre-maître sera rétribué au prix de 5 fr. par jour.

Le gérant et le contre-maître font partie du Conseil d'administration.

TITRE IV. INVENTAIRES ET RÉPARTITIONS DES BÉNÉFICES.

ART. 15. Le premier dimanche de chaque mois, les gérant, caissier et teneur de livres présenteront au Conseil un état de situation faisant connaître les dépenses du mois, les recettes opérées, les créances actives et passives, et l'état de la caisse.

ART. 16. Chaque année, à la fin des mois de juin et de décembre, il sera fait un inventaire général par les soins de ces mêmes associés ; cet inventaire, présenté au conseil, devra être approuvé par lui.

Si l'inventaire de décembre présente des bénéfices, on procédera à leur répartition.

ART. 17. Les bénéfices à répartir s'entendent de l'excédant de l'actif sur le passif.

ART. 18. Les bénéfices sont répartis de la manière suivante : 50 pour 100 seront portés au compte du fonds de réserve ; 10 pour 100 au compte du fonds de retenue indivisible ; 40 pour 100 seront partagés entre les associés, conformément à leurs droits respectifs. Le paiement leur en sera fait dans le délai de quatre mois après l'inventaire.

ART. 19. Le fonds de réserve est destiné à couvrir les pertes de commerce. Il pourra être appliqué au paiement par anticipation des dettes non exigibles, à l'augmentation du matériel de la société et de ses moyens d'exploitation, en vue de l'extension de ses opérations. A la suite de chaque répartition de bénéfices, on portera au compte de chaque associé la part qui lui appartient dans le fonds de réserve. Cette part ne sera remboursable aux associés qu'à l'expiration de la société, sauf les exceptions stipulées aux art. 21 et 22.

ART. 20. Le fonds de retenue indivisible n'appartient plus aux sociétaires et ne peut jamais être partagé entre eux. Il n'appartient à la société qu'en tant qu'il faudrait y recourir, à défaut du fonds de réserve, pour payer des dettes ; s'il devenait nécessaire d'employer ce fonds dans les opérations de la société, ce serait seulement à titre d'emprunt sans intérêt, et le fonds de retenue indivisible resterait créancier de la somme ainsi employée.

ART. 21. En cas de décès d'un associé, et après le remboursement des dettes sociales mentionnées à l'art. 7, la part du fonds de réserve qui lui appartient, selon le résultat du plus prochain inventaire, sera remise à ses ayant-droit. Néanmoins, lesdits ayant-droit ne pourront forcer la société à un remboursement immédiat, si ce remboursement devait l'obliger à la vente de tout ou partie de son matériel, ou à disposer de valeurs qui seraient nécessaires pour maintenir la suite de ses opérations. Dans ce cas, ils devront convenir avec la société d'un ou plusieurs termes de paiements. S'il y a dissentiment, il en sera référé au conseil de prud'hommes, qui statuera. Lesdits ayant-droit toucheront aux époques d'usage les salaires restant dus à leur auteur, et sa part dans la portion des bénéfices qui se partagent tous les ans.

ART. 22. Si l'un des associés ayant atteint l'âge de cinquante ans veut se retirer, ou s'il est dans l'impossibilité continue de travailler, les mêmes règles lui seront applicables.

TITRE V. DES ADMISSIONS ET EXCLUSIONS.

ART. 23. Aussitôt que l'extension des affaires exigera une augmentation du personnel des collaborateurs, la société s'impose l'obligation de ne pas employer de simples salariés, mais d'admettre un nombre suffisant de nouveaux sociétaires.

ART. 24. Les nouveaux sociétaires seront astreints à une mise de fonds de 100 fr. ; en outre, ils subiront pendant trois ans la retenue progressive indi-

quée art. 10. Cette retenue fera accroissement à leur part dans le fonds de réserve.

ART. 25. Si la société est obligée d'appeler des collaborateurs temporaires, outre leur salaire, elle leur allouera, en fin d'année, une part d'intérêt dans les bénéfices partageables calculée d'après la durée de leur collaboration. Cette part d'intérêt leur sera soldée dans les mêmes valeurs qui seront remises aux membres de la société. Ils devront s'en rapporter à l'inventaire et ne pourront le contester. Ne pourront être admis à profiter du bénéfice de cette clause que ceux qui auront travaillé dans la société pendant un laps de temps de trois mois au moins.

ART. 26. Aucun associé ne pourra se retirer avant l'époque fixée pour la dissolution de la société sous peine de perdre tous ses droits au fonds de réserve. La même règle est applicable à l'associé exclu. Nonobstant cette interdiction, si un associé, pour un motif grave, était forcé de se retirer, il pourrait obtenir de la société la résiliation de son engagement, et laisserait, en tout cas, à titre d'indemnité, au moins le quart des retenues et bénéfices auquel il aurait droit.

ART. 27. Tout membre qui contreviendra aux présents statuts, ou qui sera convaincu de malversation, sera exclu de la société par une décision de l'assemblée générale, prise à la majorité des trois quarts au moins des membres présents. Appel de cette décision pourra être porté devant le conseil des prud'hommes, qui statuera sur la question de dommages-intérêts.

Les règlements de discipline intérieure, de travail et d'atelier, pourront prononcer l'exclusion pour des motifs déterminés. Les amendes prononcées pour le règlement de discipline intérieure font accroissement à la caisse de secours.

TITRE VI. FIN DE LA SOCIÉTÉ. RECONSTITUTION.

ART. 28. A l'expiration de la société, si le dernier inventaire social présente un excédant d'actif, il sera procédé au partage entre tous les associés, conformément à leurs droits respectifs.

ART. 29. Si, par suite d'emprunts faits au fonds de retenue indivisible, la société se trouvait en débet vis-à-vis de celui-ci, la somme à rembourser serait à prélever sur l'excédant d'actif : le surplus seul serait partagé entre les associés. Toutefois, dans aucun cas, il ne sera remis, à titre de remboursement au fonds de retenue indivisible, plus du quart de l'excédant actif.

ART. 30. La société, à l'expiration de son terme, pourra être continuée pour une nouvelle période de trente ans au moins, soit par tous les associés, soit par la majorité d'entre eux. Dans le cas de continuation de la société, le fonds de retenue indivisible sera attribué à la nouvelle société, aux conditions fixées par les art. 20, 30, 31 et 32. Si cette continuation de société n'a lieu qu'entre la majorité des associés, le fonds de retenue indivisible sera remis à la nouvelle société, jusqu'à concurrence de sa valeur, en outillage, matériel et marchandises, selon l'estimation du dernier inventaire social.

ART. 31. Au cas où la société ne serait continuée d'aucune manière par les associés, le fonds de retenue indivisible serait remis au gouvernement, s'il existe à cette époque un fonds public d'encouragement pour les associations entre ouvriers ou entre patrons et ouvriers. Si ce fonds public n'existe pas, le fonds de retenue indivisible sera mis à la disposition du conseil général du département, pour être par lui appliqué à des institutions ayant pour objet l'amélioration du sort de la classe ouvrière, et à défaut aux hospices du chef-lieu.

ART. 32. Les changements, modifications, additions ou suppressions apportés aux présents statuts, le décès, la retraite, l'exclusion ou la mort civile de l'un des associés, l'admission de nouveaux sociétaires n'entraînent pas la dissolution de la société.

Les ayant-droit ou ayant-cause d'un associé, ni l'associé qui se retire pour quelque cause que ce soit, ni l'associé exclu, ne peuvent réclamer en aucun cas aucune apposition de sceaux ni inventaire.

ART. 33. La société sera seule réputée propriétaire de tous les objets actifs en dépendant ; en conséquence, les créanciers particuliers d'un des associés ne pourront saisir ou discuter ces objets ; ils n'auront que la faculté de faire des actes conservatoires sur leurs débiteurs entre les mains de leurs co-intéressés, et seront tenus de s'en rapporter aux comptes arrêtés entre les associés.

LEOPOLD GRAFFIN, administrateur-gérant

Imprimerie POISSIEUX, rue du Croissant, 12.